



CABINET DU PRÉFET

Bureau de la Communication Interministérielle

Évry, le 08 février 2019

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

POLICE DE SÉCURITÉ DU QUOTIDIEN 2019

Installation de deux quartiers de reconquête républicaine en Essonne : La Grande Borne et Grigny 2 à Grigny

La police de sécurité du quotidien a été lancée le 8 février 2018, permettant de replacer le service du citoyen au cœur de l'action des forces de sécurité : une action renforcée dans les « Quartiers de reconquête prioritaire » (QRR) pour la lutte contre la délinquance organisée et les trafics de stupéfiants.

En 2018, 30 quartiers ont été classés en QRR. En Essonne, le quartier des Tarterêts à Corbeil-Essonnes a bénéficié de ce dispositif engagé en septembre dernier.

Ce 8 février 2019, le ministre de l'Intérieur a décidé la création de 32 quartiers de reconquête républicaine (au lieu des quinze initialement annoncés) ; pour le retour de la République partout sur le territoire. Ils verront le jour d'ici la fin de l'année.

Parmi les quartiers déployés en 2019, « La Grande Borne » et « Grigny 2 » de Grigny ont été classés en QRR. Ils auront pour but de combattre efficacement les trafics, de prévenir la radicalisation et de rétablir le lien de confiance avec les habitants.

Contacts presse :

Nathalie ROUSSELET, Chef du Bureau de la communication interministérielle :
Tel. : 01 69 91 90 54 – 07 77 96 23 89 courriel nathalie.rousselet@essonne.gouv.fr
Célia HAVEL, Adjointe à la Chef du Bureau de la communication interministérielle :
Tel. : 01 69 91 90 37 – 06 42 03 04 23 – courriel celia.havel@essonne.gouv.fr



@PREFET91



prefet.delessonne

Pour cela, les effectifs de polices seront augmentés et dotés d'outils intégrant la révolution numérique, au service des forces de sécurité comme des citoyens.

Par ailleurs, le projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice sera une étape majeure de la police de sécurité du quotidien avec la réforme de la procédure pénale, intégralement dématérialisée, faisant gagner du temps et de l'efficacité aux policiers et gendarmes.

Enfin, pour être à l'écoute de tous les citoyens, un outil d'évaluation et de recherche partenariales « Lab'PSQ » sera mis en place. Une démarche globale qui associera : citoyens, associations, forces de l'ordre, élus locaux, préfets, universitaires et chercheurs, syndicats et le tissu économique.